



Pouvoir d'achat :

« *Faisons redescendre l'argent... sur Terre* »

Lorsque l'« *augmentation du pouvoir d'achat* » est évoquée, les tenants de la finance et autres gouvernants lèvent leurs boucliers. Alors que les riches pourraient continuer de cumuler des capitaux sans être incriminés, le peuple, lui, ruinerait l'économie d'un pays !

En quoi **augmenter** ce pouvoir d'achat pour une population, serait-il si destructeur ? Gagnées par les luttes, les différentes augmentations n'ont jamais « coulé » notre économie. Bien au contraire...

Déficit, dettes, inflation... le matraquage

Dans les hautes sphères de la finance, l'augmentation des salaires et autres sources de revenus se trouve toujours annoncée comme une demande néfaste, irréaliste et utopique. Elle n'entraînerait que « déficit », « dette » et « inflation ». A croire que cette augmentation serait un gaspillage et, par conséquent, inutile. Dans le même temps, les profits ne font qu'augmenter, et les riches sont de plus en plus riches ! Plus on nous demande de nous « serrer la ceinture », plus il y a d'exemples qui prouvent que d'autres vivent dans l'opulence. Autrement dit : l'abondance pour les uns et l'austérité pour les autres. En France entre 2020 et 2021, la fortune des milliardaires a augmenté de 86 % (rapport du magazine OXFAM sur les inégalités).

Les médias, à la botte du système politico-financier, ne sont pas en reste pour faire rentrer dans les cerveaux qu'il serait « vraiment impossible » de faire autrement, sous peine de détruire l'économie. Et tant que cette propagande fonctionne...

Alors, quel partage ?

L'enrichissement des uns ne peut se faire sans le travail des autres. On en revient donc toujours à la même équation : quelle part doit revenir à celles et ceux qui travaillent ou ont travaillé ?

Il ne s'agit donc pas de faire « tourner la planche à billets », mais de transvaser des gains colossaux accumulés par quelques-uns, vers la majorité des citoyens. Aller vers plus d'égalité.

Les ressources planétaires ne peuvent suffire à ce que chacun détienne un château, un yacht... Il nous faut donc réfléchir à une répartition de la consommation raisonnée et raisonnable.

Salaires, pensions, allocations... et consommation

Pour vivre, nous avons besoin d'argent puisque c'est le moyen d'échange de marchandises et de services. Ce sont donc nos salaires ou pensions, associés à d'autres sources de revenus suivant notre situation, qui nous permettent de consommer.

En bref, si nos poches se vident, la consommation baisse. La réponse apportée aux besoins de première nécessité (se nourrir, se loger, se soigner, se chauffer, avoir accès à un moyen de transport, etc.) n'est plus aussi qualitative qu'elle devrait l'être.

Même chose lorsqu'il s'agit de partir en vacances ou encore de développer ses connaissances en ayant accès à la culture.

Une baisse de « pouvoir d'achat » impacte l'ensemble du système économique, entraînant dans son sillage des fermetures de commerces et d'entreprises ainsi que la réduction, voire la suppression des services publics. Par déclinaison, cette situation crée une augmentation de la paupérisation de la population.

Pour quelle consommation ?

Acheter pour que la fin du mois n'arrive pas avant le 10, ou qu'elle arrive difficilement au 30, entraîne des restrictions, autant sur la réponse aux besoins de première nécessité, que sur la qualité des produits et services. Acheter à moindre coût entraîne souvent des acquisitions défectueuses, des services « minimum ». Et en coulisses, travailleuses et travailleurs sont, à leur tour, mal rémunérés. Nous le constatons depuis une quarantaine d'années par les multiples délocalisations dans les pays à bas coûts. L'emploi est devenu une marchandise avec la mise en concurrence des salariés.

Cette spirale a, bien évidemment un impact considérable, que ce soit sur la santé et l'environnement : fabriquer au moins cher pour rassasier l'appétit, toujours plus important, des financiers entraîne inévitablement un laisser-aller dans les normes sociales et environnementales (malbouffe, non-qualités, pollution...).

« La sociabilité » par l'accès aux droits !!!

Comment peut-on vivre dans une société apaisée avec autant de différence de niveaux de vie quand certains « triment », à s'en casser la santé, avec le si peu de respect qui leur est rendu par des bas salaires ?

Si on a des droits, encore faut-il pouvoir se les payer. A l'image de l'enseignement, pouvoir accéder à un certain niveau d'étude pour obtenir un emploi bien rémunéré demande un budget que certains n'ont pas. Il est intolérable que des jeunes ne puissent poursuivre leurs études du fait que le « pouvoir d'achat » de leur(s) parent(s) les a freinés, voire tout simplement empêchés.

Et c'est à partir du plus jeune âge, que sont conditionnées toutes les formes d'acquisitions de connaissances : livres, jeux, internet, films, spectacles...

Comment ces situations subies, ces injustices, ne pourraient-elles pas se transformer en « coups de colère », en violences ?

Un besoin de « soulèvement populaire »

La seule alternative pour arracher des avancées sociales, donc du « pouvoir mieux vivre » se trouve dans la rue. Les périodes où le peuple s'est soulevé pour tenter d'équilibrer la donne, se sont malheureusement terminées par des « émeutes » face au refus des gouvernants d'écouter les revendications. Depuis la Révolution, dont nous commémorons toujours la date (14 juillet) depuis 235 ans, en passant par 1936 et le Front Populaire, puis en 1968 par les grèves et occupations d'usines, c'est la révolte des travailleuses et des travailleurs qui a porté ses fruits.

Ces quelques réflexions, ajoutées aux vôtres, montrent l'impact du « pouvoir » d'achat. Nous nous retrouvons devant un choix : accepter la situation que nous impose ceux qui en profitent le plus, perdure, ou alors changer de politique en étant exigeant pour une vie meilleure. A la CGT, nous avons opté, dès notre origine, pour un changement de société. L'histoire que nous vivons actuellement avec nos gouvernants nous prouve qu'il faut continuer et amplifier notre implication, le plus largement possible pour qu'à notre tour, nous gravions une date historique dans le calendrier des grandes avancées sociales.

*Union locale CGT de Cherbourg, **Tel** : 02.33.93.46.65, courriel: ulcgtcherbourg@orange.fr –*

Site : <https://ulcgtcherbourg.fr/>

Cherbourg-en-Cotentin, octobre 2024